



**Pôle Appui Territorial  
Direction des Mobilités  
Territoire d'Aurillac**

**CONSEIL DÉPARTEMENTAL DU CANTAL**

-0-0-0-0-0-

**ARRÊTÉ**

portant permission de voirie  
permission de voirie

**Commune de SAINT CLEMENT, lieu-dit Le Molinier  
Route Départementale n°154 PR4+112 (hors agglomération)  
Mise en place d'une clôture bois**

Le Président du Conseil départemental du Cantal,

Vu le Code de la Route,

Vu le Code de la Voirie Routière,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié, relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,  
(Uniquement pour permis de stationnement)

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment la 8<sup>ème</sup> partie - Signalisation Temporaire,  
(Uniquement pour permis de stationnement)

Vu le Règlement de Voirie Départementale adopté par délibération le 18 septembre 2015

Vu l'arrêté n° 25-3545 du 26 novembre 2025 portant délégation de signature de Monsieur le Président du Conseil  
Départemental du Cantal aux Directeurs et Chefs de Services départementaux

Vu la demande de Mme VASSAS pour donner suite au courrier avec AR du 25 mars 2024.

Sur proposition de Monsieur le Charge de Mission Gestion DP Territoire d'AURILLAC

**ARRÊTE**

**ARTICLE1 : Prescriptions techniques**

La pétitionnaire est autorisée à maintenir la construction d'une clôture bois sur le mur de soutènement de la RD154 au PR4+112 secteur Le Molinier en respectant les prescriptions suivantes :

- L'aménagement de la palissade sur l'accotement de la RD154, au droit du mur de soutènement reste la propriété de la pétitionnaire qui en assurera la responsabilité et l'entretien.
- Les dégradations, infiltrations dans l'ouvrage de soutènement, résultant de cette construction, seront de sa responsabilité y compris en cas de choc sur la palissade entraînant des dégradations sur le mur et son couronnement.
- Le pétitionnaire devra laisser un libre d'accès aux services départementaux lors des visites techniques et pour l'entretien éventuel du mur de soutènement (droit d'échelle).
- Aucune plantation ni plante grimpante ne sera tolérée sur le parement du mur ainsi que sur l'accotement à l'aplomb du mur de soutènement et à moins de deux mètres en contrebas de l'ouvrage

**ARTICLE 2 : Validité et renouvellement de l'autorisation**

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire. Elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

Les travaux autorisés doivent être entrepris ou prorogés dans un délai maximal d'un an à compter de la date de la présente autorisation. Au-delà de ce délai, l'autorisation est caduque et doit faire l'objet d'une nouvelle demande.

**ARTICLE 3 : Signalisation du chantier**

L'intervenant ou son mandataire sollicitera au minimum 15 jours avant le début des travaux une demande d'autorisation d'entreprendre les travaux sur le domaine public auprès de [aurillac@cantal.fr](mailto:aurillac@cantal.fr) et la commune de La Segalassière.

Le bénéficiaire aura à sa charge la signalisation réglementaire de son chantier. Il sera responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.

**ARTICLE 4 : Début d'exécution des travaux – Constat préalable des lieux**

L'intervenant préalablement au début d'exécution des travaux peut solliciter auprès du Département un constat contradictoire de l'état des lieux du domaine public routier. En l'absence de ce constat, la chaussée et ses dépendances sont réputées être en bon état.

**ARTICLE 5 : Fin des travaux**

Dès l'achèvement des travaux, l'intervenant est tenu de rétablir dans son état initial le domaine public routier. Il informe par écrit le Département de la date de la fin des travaux.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques, et plus généralement en cas de désordre constaté sur le domaine public routier imputable aux travaux autorisés, l'intervenant doit procéder aux réparations. En cas de carence, le Département procède ou fait procéder d'office aux travaux nécessaires aux frais et risques de l'intervenant.

L'intervenant doit entretenir en bon état les ouvrages implantés sur le domaine public.

**ARTICLE 6 : Responsabilité**

Le pétitionnaire s'engage à faire joindre cette permission de voirie à son acte de propriété via son notaire. Le pétitionnaire devra remettre au Cd15 un accusé de réception du document par le notaire, à défaut une convention devra être établie.

Son titulaire est responsable tant vis-à-vis du Département que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation des travaux ou de l'installation des biens mobiliers.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés. Plus généralement, l'obtention du présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de demander toute autre autorisation ou de procéder à toute autre formalité prévue par les lois et règlements.

**ARTICLE 7**

Le bénéficiaire dispose d'un délai de deux mois pour présenter soit un recours gracieux auprès du Président du Conseil départemental du Cantal soit un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Clermont Ferrand.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

**A Aurillac le 15 janvier 2026**

**Pour le Président du Conseil départemental et par délégation**

Le Chargé de mission Gestion du Domaine Public et Matériel



Philippe BENIT